

Syrie/Conflit

La guerre entre dans sa septième année avec un double attentat sanglant

AFP
Damas/Syrie

Un kamikaze a fait exploser sa bombe au cœur d'un tribunal de Damas, tuant au moins 32 personnes. Une attaque dans un restaurant peu après n'a, en revanche, fait que des blessés.

DEUX attentats suicide ont frappé hier Damas en moins de deux heures, tuant au moins 32 personnes le jour du sixième anniversaire du début de la guerre en Syrie. Ces explosions surviennent cinq jours après la double attaque dans la vieille ville de Damas qui avait fait 74 morts. Vers 13H10 (12H10 au Gabon), un kamikaze s'est fait exploser à l'intérieur d'un bâtiment abritant deux tribunaux près de l'entrée du fameux souk, au cœur de la capitale, tuant au moins 32 personnes, a indiqué une source policière à l'AFP. "J'ai entendu du bruit, j'ai regardé à ma gauche et j'ai vu un homme vêtu d'une vareuse militaire", a raconté à la télévision d'Etat un homme portant un patch à son œil blessé. « A ce moment, il a levé les bras vers le ciel et crié : "Allah Akbar" (Dieu est grand), puis l'explosion s'est produite », a ajouté ce témoin qui se trouvait dans le bâtiment pour des formalités. "Je suis tombé

par terre et j'ai senti le sang s'écouler de mon œil".

ATTAQUE DANS UN RESTAURANT • L'explosion est survenue à une heure d'affluence dans un bâtiment abritant le tribunal pénal et le tribunal religieux chargé des affaires matrimoniales, faisant aussi 100 blessés. La télévision d'Etat a montré l'intérieur dévasté du bâtiment : dans une salle où est accroché un portrait du président Bachar al-Assad, de nombreuses taches de sang, des membres humains, des débris de verre et des pièces de vêtement étaient visibles au sol. Moins de deux heures plus tard, dans le quartier de Ramoué à l'ouest de Damas, un autre kamikaze "a déclenché sa ceinture explosive à l'intérieur d'un restaurant après avoir été pourchassé et cerné" par les services de sécurité, selon l'agence officielle Sana. La source policière a fait état de 25 blessés. Les correspondants de l'AFP ont constaté que les rues de la capitale avaient été désertées à la suite du deuxième attentat alors qu'il s'agissait de l'heure de pointe. Plusieurs rues ont été coupées à la circulation par les services de sécurité. Ces décès alourdissent encore le terrible bilan de six ans de guerre, qui ont fait plus de 320 000

morts, plus de 11 millions de déplacés et de réfugiés – soit la moitié de la population d'avant-guerre – et laissé en ruines l'infrastructure du pays. Le sombre anniversaire coïncide avec un troisième cycle de pourparlers de paix sur la Syrie au Kazakhstan mais en l'absence des rebelles, laissant peu d'espoir pour une avancée notable dans le règlement du conflit.

ON "VEUT VIVRE EN PAIX" • "Mes plus beaux souvenirs de la révolution, c'est lorsque ma ville a été libérée de l'opresseur Bachar al-Assad", affirme à l'AFP Abdallah al-Husseïn, 32 ans, un joueur de foot de Saraqeb, une des villes d'Idleb. L'étincelle de la guerre avait été allumée le 15 mars 2011 par des manifestations pacifiques après l'arrestation et la torture d'élèves soupçonnés d'avoir écrit des slogans antirégime sur les murs à Deraa (sud). Durement réprimées, elles ont dégénéré en une rébellion armée puis en une guerre civile impliquant une myriade de forces locales, régionales et internationales. "Quand nous avons commencé à manifester, je ne m'attendais pas à en arriver là. On pensait que ça allait se terminer en deux, trois mois, un an au plus tard", regrette Abdallah. "Que cette guerre se ter-



Photo : AFP
Ce sont au moins 32 personnes qui ont péri dans l'un des deux attentats perpétrés hier à Damas, le jour où la Syrie entraînait dans la 7e année du conflit qui la déchire.

mine par les armes ou pacifiquement, peu importe. Le peuple veut vivre en paix". La communauté internationale a été divisée pendant des années entre un bloc pro-régime mené par la Russie et l'Iran d'une part et un camp pro-opposition mené par les Etats-Unis, de nombreux pays européens ainsi que la Turquie et les pays du Golfe. Mais contrairement aux attentes du deuxième bloc, le régime d'Assad a renversé la donne avec l'appui indéfectible et militaire de Moscou, entrée en action en septembre 2015. En face, la rébellion a été minée par des dissensions internes et éclipsée par la montée de groupes jihadistes brutaux comme l'Etat islamique (EI). Elle se retrouve aujourd'hui extrêmement affaiblie et marginalisée,

notamment après la perte en décembre du secteur est d'Alep, son plus important bastion. Dans le même temps, l'opposition politique ne peut plus trop compter sur le soutien turc, après le rapprochement fin 2016 entre Moscou et Ankara – jusque-là rivaux, ni sur les Américains, l'administration américaine de Donald Trump se désintéressant des dernières négociations à Astana et Genève. Malgré cela, "il y a aujourd'hui une volonté internationale de mettre fin à la guerre et le peuple syrien veut une solution", affirme Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). "Mais les petites guerres vont se poursuivre et la Syrie ne reviendra plus comme avant", dit-il.

Cameroun-Nigeria/Islamistes

5 000 civils libérés des mains de Boko Haram

AFP
Yaoundé/Cameroun

LE Cameroun a annoncé avoir libéré plus de 5 000 civils des mains des islamistes armés nigériens de Boko Haram lors d'une opération militaire transfrontalière au cours de laquelle "une soixantaine" de jihadistes ont été tués. Les Forces de défense et de sécurité camerounaises ont mené du 27 février au 7 mars "une vaste opération de ratissage le long de la frontière camerouno-nigérienne et en territoire nigérien" baptisée Thunder 2, a indiqué le porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary, dans une déclaration parvenue hier à l'AFP. "Les opérations menées dans le cadre de cette intervention spéciale ont (...) permis de libérer plus de 5 000 personnes prises en otage

par les terroristes" de Boko Haram, a-t-il ajouté. "Les otages libérés – en majorité des femmes, des enfants et des personnes du troisième âge – ont été conduits au camp des déplacés de Banki en territoire nigérien, via le Cameroun", a-t-il poursuivi, n'excluant pas la possibilité que des Camerounais fassent partie des civils libérés. "Plus d'une soixantaine de terroristes (ont été) définitivement neutralisés" et "21 suspects arrêtés" lors de cette opération, a ajouté le porte-parole. Pilotée par la composante camerounaise de la Force multinationale mixte (FMM), une force régionale en lutte contre Boko Haram, Thunder 2 était une opération transfrontalière consistant "dans un premier temps à ratisser tous les villages voisins de la frontière à l'intérieur du territoire camerounais, sur

une distance de 50 kilomètres dans le département du Mayo-Sava", un des trois départements de l'Extrême-Nord touchés par les activités de Boko Haram, a expliqué M. Tchiroma. Dans un deuxième temps, l'opération consistait à "re-

chercher et déloger des terroristes du groupe Boko Haram dans leurs retranchements en territoire nigérien, dans une profondeur de 25 kilomètres et sur un front de 40 kilomètres", a-t-il précisé. Selon lui, "les points forts des terroristes dans les

monts Mandara ont subi des raids aériens des hélicoptères d'attaque de nos Forces de Défense". Le Cameroun n'a pas enregistré de perte d'homme lors de l'opération, mais un militaire a été blessé, sans que ses jours ne soient en danger, a assuré M. Tchiroma.

C'est arrivé...

Explosion en vol d'écouteurs alimentés par des batteries

UNE femme a été brûlée aux mains et au visage quand ses écouteurs ont pris feu durant un vol pour l'Australie, ont annoncé les autorités hier en mettant en garde contre l'utilisation à bord d'objets alimentés par des batteries. La passagère écoutait de la musique à bord d'un vol entre Pékin et Melbourne le 19 février lorsqu'une explosion bruyante s'est produite. "J'ai voulu me retourner et j'ai senti mon visage brûler", a-t-elle expliqué au Bureau

australien de la sécurité des transports (ATSB) chargé de l'enquête. "J'ai saisi mon visage, ce qui a fait que les écouteurs se sont retrouvés autour de mon cou. Ça brûlait toujours alors je les ai pris et je les ai jetés à terre. Il y avait des étincelles et des petites flammes". Le personnel de cabine s'est précipité pour lui venir en aide, versant un seau d'eau sur l'objet du délit. La batterie et sa protection ont cependant fondu et se sont retrouvées collées par terre.

... entre Pékin (Chine) et Melbourne (Australie)

L'Afrique en bref

- **Centrafrique/Violences. Une dizaine de morts à Bambari**
Une dizaine de personnes ont été tuées en Centrafrique dans la région de Bambari (centre-est) par des membres d'un groupe armé, ont déclaré mardi les autorités locales et la Mission des Nations unies en Centrafrique.
- **Congo/Justice. "BMA": le neveu du président mis en examen en France**
Wilfrid Nguesso, neveu du président du Congo, a été mis en examen le 8 mars pour "blanchiment de détournement de fonds publics" entre 2000 et 2011 en France, dans l'enquête dite des "biens mal acquis" portant sur le patrimoine de dirigeants africains et de leur entourage familial, a-t-on appris hier de source judiciaire.
- **Ethiopie/Eboulement. Et maintenant 113 morts !**
Au moins 113 personnes ont péri dans la catastrophe provoquée samedi soir par un éboulement dans la plus grande décharge d'ordures d'Ethiopie, selon un nouveau bilan communiqué hier par les autorités.
- **Nigeria/Attentat. Quatre femmes kamikazes et deux civils tués**
Quatre femmes kamikazes se sont fait exploser hier près d'une gare routière du nord-est du Nigeria, faisant deux morts et 16 blessés. L'explosion a eu lieu peu après 01H00 du matin à la périphérie de Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno, théâtre de multiples attaques similaires attribuées au groupe islamiste Boko Haram.

A travers le monde

- **Etats-Unis/Immigration. Un deuxième décret face aux juges**
A la veille de son entrée en vigueur prévue, le nouveau décret anti-immigration du président américain Donald Trump jouait gros hier face aux juges, des Etats démocrates et des ONG exigeant sa suspension.
- **Luxembourg/Justice. Peines réduites en appel pour les lanceurs d'alerte**



La justice luxembourgeoise a réduit en appel les peines prononcées à l'encontre des deux lanceurs d'alerte à l'origine du scandale LuxLeaks, Antoine Deltour étant condamné à six mois de prison avec sursis et à 1 500 euros (982 500 francs) d'amende et Raphaël Halet à 1 000 euros (665 000 francs) d'amende.

